

LGBTQI... + de tolérance ?

Les actions de sensibilisation et de formation aux questions LGBTQ+ permettent de libérer la parole, de déconstruire les préjugés et de faire prendre conscience des besoins de ces publics. Avec l'objectif de mieux les accueillir car, aujourd'hui, ils sont encore invisibilisés dans le secteur.

Les personnes dites LGBTQ+^[1] sont particulièrement exposées à la précarité et à la vulnérabilité du fait de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. Elles sont freinées dans l'accès au logement, à l'emploi, à la santé, et parfois rejetées par leur entourage. « Ces publics ont plus de risque d'être usagers de drogue, de subir des violences, de connaître des situations d'errance », complète Yasmine Amedeo, chargée de mission Lutte contre les discriminations au sein de la Fédération des acteurs de la solidarité Île-de-France (FAS IDF). Mais, « la question est rarement abordée, voire mise sous le tapis » dans les établissements sociaux et médico-sociaux, explique-t-elle. Ou alors « elle est traitée en mode "pom-pom" quand il y a un problème », ajoute Stéphane Sauvé, délégué général de l'association Les Audacieuses & Les Audacieux. Ainsi, ces publics sont invisibilisés dans le secteur. Et les établissements ne sont pas étanches aux malades, aux préjugés ou aux situations de maltraitance à leur rencontre, qu'il s'agisse de professionnels ou de bénéficiaires.

Une posture de neutralité
De l'époque où il était encore directeur d'Ehpad, Stéphane Sauvé se rappelle cette résidente lesbienne, avec qui les autres résidents refusaient de danser « par peur ». « Elle restait sur le banc, comme une paria », se désolait-il. Yasmine Amedeo évoque aussi l'exemple de centres d'hébergement qui placent des femmes trans dans la partie réservée aux hommes, niant leur identité de genre au profit de l'identité civile. D'où la nécessité de sensibiliser les personnels pour organiser un accueil inclusif. D'autant plus que

les dispositifs spécifiques sont rares et comptent peu de places. En matière de formation, il existe quelques sessions adaptées aux établissements et services : les ateliers de l'association Les Audacieuses & Les Audacieux destinés aux Ehpad ; le guide^[2] et la formation de la FAS IDF dédiés aux centres d'hébergement ; ou encore celle de SOS Homophobie.

Il s'agit de « créer un cadre bienveillant pour que les personnes osent parler et que les professionnels évitent les maladresses blessantes, soient outillés et connaissent les partenaires. Tout cela, pour finalement éviter les ruptures de parcours », commente Isabelle Médou-Marère, directrice régionale de la FAS IDF. Au programme de ces formations : transmission du vocabulaire LGBTQ+, rappel de la loi, évolution des droits des personnes et des mentalités. Les formateurs s'appuient aussi sur des mises en situation, à partir de l'expérience des participants. « Cela provoque de



© FAS IDF
« Ces publics LGBTQ+ ont davantage de risque de subir des violences », indique Yasmine Amedeo (FAS IDF).

véritables prises de conscience, pointe Véronique Godet, co-présidente de SOS Homophobies. Il ne s'agit pas de morale mais d'exercices de déconstruction et de compréhension. » Et d'insister : « Les personnels peuvent avoir leur point de vue mais dans le cadre de leurs fonctions, ils sont obligés d'adopter une posture de

neutralité. Il faut dissocier l'exercice professionnel de ses opinions. » SOS Homophobie milite d'ailleurs pour que la lutte contre les discriminations à l'encontre des personnes LGBTQI fasse partie du référentiel des formations initiales dans le secteur.

Sortir de l'invisibilisation
La sensibilisation n'est qu'un premier pas. « Il faut des structures qui s'adaptent », précise Véronique Godet. Ce qui signifie de revoir l'organisation (chambres individuelles pour personnes trans, ou chambres pour couples homosexuels en Ehpad, par exemple), de rendre visible ces publics avec des campagnes d'affichage ou encore de sensibiliser les résidents.

« Il s'agit de créer un cadre bienveillant où les professionnels seraient bien outillés. »

POINT DE VUE



© Croix-Rouge
Isabelle Devillers, directrice d'un pôle gérontologique Croix-Rouge France, à Marseille

« Des questionnements revenaient souvent, sous la forme de soupçons adressés à voix basse, en catimini, concernant l'orientation homosexuelle d'un résident ou d'un professionnel. Nous nous sommes dit qu'il était important d'ouvrir ce sujet car nous prôtons la non-discrimination au sens large. Douze salariés de l'Ehpad (agent d'accueil, soignants,

agents de service hospitalier...) ont participé à la formation de trois jours de l'association Les Audacieuses & Les Audacieux. L'idée était de montrer que la sexualité des personnes âgées ne doit pas être taboue, qu'elle soit hétérosexuelle ou homosexuelle. Et que cela fait partie du quotidien, les Ehpad étant des lieux de vie. Des participants ont dit que ça leur avait fait du bien d'en parler et d'exprimer leurs ressentis. Depuis, nous parlons ouvertement de ces sujets. Cela donne du sens à notre accompagnement. Nous faisons moins de maladresses et ça permet de mieux comprendre la personne et son parcours. »

La FAS IDF propose également de créer des partenariats avec des associations communautaires pour accompagner ces publics en fonction de leurs besoins (santé sexuelle, addictions...). Isabelle Médou-Marère estime que cette démarche est finalement « au cœur du travail » du secteur. Puisqu'il s'agit de « s'interroger sur comment aller vers l'autre et accompagner la différence ».

Alexandra Luthereau
[1] Le terme LGBTQ+ désigne les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres. Le + inclut les autres identités et orientations (queers, intersexes, assexuelles, aromantiques)
[2] Accueillir et accompagner les personnes LGBTQI dans l'hébergement en Île-de-France, guide pratique FAS IDF, 2021, à consulter sur www.federationsolidarite.org